

Référendum de Macron : êtes-vous pour ou contre la défense du climat ?

écrit par François des Groux | 15 décembre 2020



« Êtes-vous pour ou contre la défense du climat ? »

Question idiote pour un référendum, n'est-ce pas ?

En fait, Emmanuel Macron poserait plus finement aux Français la question suivante : *« Voulez-vous inscrire dans l'article 1 de la Constitution la préservation de l'environnement, de la biodiversité et la lutte contre le dérèglement climatique ? »*.

Évidemment, Emmanuel Macron l'emporterait car, en effet, qui s'opposerait à la sacro-sainte *« préservation de l'environnement »* ? Mais en répondant *« oui »*, les Français

s'engageraient sans doute dans le cycle infernal des règlements contraignants, des lois « anti-écocides », des taxes, des interdictions et des entraves aux libertés.

D'autant plus que, suivant un agenda qui leur est propre, les » élites » se passent depuis longtemps de l'avis de la population. En 2005 par exemple, le [référendum sur le traité établissant une constitution pour l'Europe](#) fut rejeté à près de 55% par les Français mais les éléments de cette constitution n'en furent pas moins intégrés, sans consultation, au Traité de Lisbonne de 2007.

Pire : devenu tabou, on s'interdit désormais tout débat sur un sujet aussi crucial que l'immigration. Poser la question serait sans doute « raciste » ou « xénophobe ».

Ainsi, Emmanuel Macron refusa d'inscrire ce thème au « Grand débat » (qui, d'ailleurs, n'accoucha de rien). Puis, en 2018, signa sans barguigner le [Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières](#) (dit « *Pacte de Marrakech* »). Résultat : l'invasion migratoire continue avec son corollaire, l'islamisation sans frein de la société.

Enfin, même chose sur le thème du climat : pour en discuter et engager le pays sur des choix fondamentaux, « on » constitue une [« convention citoyenne »](#) composée de 150 écolos verts-pastèques et pilotée par deux gauchos bon teint ([Thierry Pech](#), président de Terra Nova et [Laurence Tubiana](#), ancienne de la LCR et grande copine de Jospin). Ce « machin » issu de la démocratie dite « *participative* » décidera donc pour les Français des grandes orientations écologiques à venir.

Alors que le coronavirus, le confinement, l'islam, l'immigration, l'extrême-gauche et l'extrême-violence tuent le pays à petit feu, l'urgence pour Emmanuel Macron, était donc de verdir l'article 1 de la Constitution et de redorer son blason. En marche vers les élections de 2022.

Emmanuel Macron annonce un référendum pour inscrire la défense du climat dans la Constitution

Au terme d'un long débat avec les membres de la Convention citoyenne pour le climat, le président a promis qu'il soumettrait aux Français l'inscription d'un impératif écologique dans l'article 1 de la Constitution.

Face à la crispation des membres de la convention citoyenne pour le climat, Emmanuel Macron a opté pour la surprise du chef.

Un référendum sera organisé pour inscrire «la préservation de l'environnement, de la biodiversité et la lutte contre le dérèglement climatique» dans l'article premier de la Constitution.

« Ça sera une réforme constitutionnelle en un article », a annoncé le président de la République lundi à l'issue d'une rencontre avec les conventionnels organisée au Conseil économique, social et environnemental. Elle devra d'abord être adoptée par le Parlement avant d'être soumise aux suffrages des Français...

C'est finalement, l'option du référendum constitutionnel, avec la question la plus consensuelle qui a été retenue. « Concrètement on va pouvoir rendre inconstitutionnel quelques futurs projets de loi climaticides. C'est fini les lois mauvaises pour l'environnement », s'est félicité Grégoire Fraty, le cofondateur de l'Association « les 150 » qui rassemble les membres de la Convention citoyenne pour le climat...

Crise des « gilets jaunes »

« Certains secteurs ont été totalement sinistrés » par le coronavirus, a rappelé le chef de l'État en préambule d'une longue discussion avec la CCC. Tandis que « des milliers de PME sont entre la vie et la mort » il faut « prendre en compte cette contrainte qui est la réalité de

l'économie et de la société d'aujourd'hui », a-t-il dit en citant les secteurs mal en point du transport et de la publicité, justement dans le viseur de la CCC. « *On ne peut pas faire comme si rien ne s'était passé* », a martelé Emmanuel Macron.

Tout en rappelant que la CCC est née de la crise des « *gilets jaunes* » et de la contestation de la taxe carbone, il a estimé qu'il ne fallait pas « *reproduire cette erreur* » et que « *les choix pris pour l'écologie doivent être acceptables par les Français* ».

Autrement dit, pas question de tapisser sa fin de quinquennat de nouvelles taxes et de contraintes, à l'instar de celles que la CCC voudrait imposer aux secteurs de l'aérien ou du logement...

Pas sûr que les citoyens de la Convention citoyenne, **influencés par des ONG écologistes de plus en plus radicales**, l'admettent si facilement. «*Il ne faut pas que le référendum soit l'arbre qui cache la forêt. Il y a pas mal de nos mesures qui ne sont plus présentes*» dans le futur projet de loi, a mis en garde Grégoire Fraty...

«Macron c'est le coup de com' permanent»

Mêmes doutes à droite. «*Macron c'est le coup de com' permanent*», dénonce le président des sénateurs LR Bruno Retailleau. «*Avec le "quoi qu'il en coûte" et aujourd'hui le référendum, Macron est clairement en campagne présidentielle mais avec les moyens de l'État*», a-t-il fustigé.

Le vice-président de LR, Guillaume Peltier dénonce «*l'art du cynisme creux*» du chef de l'Etat.

«*Il est vrai que tant de nos compatriotes sont "contre" le climat*», ironise le député du Loir-et-Cher, convaincu que la question ainsi formulée ne provoquerait qu'un vote unanime. Ajoutant : «*Par référendum, les urgences sont ailleurs : la laïcité face à l'islam politique et notre souveraineté sur l'immigration. Vivement 2022!*», appuie-t-il.

Le président des Patriotes Florian Philippot évoque pour sa part un

«un référendum "greenwashing"».

Quant à l'eurodéputé RN Nicolas Bay il s'agace : «Les Français ne veulent pas d'un référendum sur le climat, ils veulent un référendum sur l'immigration».

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/emmanuel-macron-recoit-les-membres-de-la-convention-citoyenne-pour-le-climat-20201214>

